



HAL
open science

Cultures et projets de territoire

Mariette Sibertin-Blanc

► **To cite this version:**

Mariette Sibertin-Blanc. Cultures et projets de territoire. Sud-Ouest Européen, n°27, pp.122, 2009, Culture et projets de territoire. <halshs-01025121>

HAL Id: halshs-01025121

<https://shs.hal.science/halshs-01025121v1>

Submitted on 18 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

CULTURES ET PROJET(S) DE TERRITOIRE : UNE APPROCHE GÉOGRAPHIQUE DES ENJEUX D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Longtemps, tant à l'échelle locale que nationale, la culture a été considérée comme un supplément d'âme, ou une spécificité des politiques publiques émanant prioritairement de la volonté d'une personnalité, ou encore de ressources patrimoniales incontournables. Malgré un « jeu du catalogue » désignant l'accumulation d'équipements et d'actions (Urfalino et Friedberg, 1993), peu de territoires locaux ou de villes en France pouvaient se distinguer par une stratégie territoriale culturelle. À la fin des années 2000, il n'en est plus rien. La culture n'est plus la variable d'ajustement des politiques locales, au moins dans les discours et les symboles..., ceci restant largement à nuancer en termes financiers. La culture a acquis une certaine légitimité dans le champ de l'action publique, la « créativité » est devenue incontournable (celle des artistes bien sûr, mais aussi des villes, des habitants, des élus, des territoires...), et l'art deviendrait la voie presque inespérée du développement des territoires. Ceci se fait parfois d'ailleurs au risque d'une appréhension plus théorique qu'empirique, véhiculée par les chercheurs au premier chef, quant aux solutions qu'apporterait la culture aux maux de nos territoires, de l'économie, de nos sociétés. En témoigne ainsi dans l'actualité récente l'importance donnée aux candidatures des villes au titre de capitales européennes de la culture ⁽¹⁾. La place prise par ces événements dans le marketing territorial et la communication des villes, ainsi que la force de l'industrie culturelle ⁽²⁾, contribuent à expliquer cette évolution : la culture coûte certes, mais elle rapporte aussi... quitte à ce que le débat

(1) L'importance était lisible à la fois dans la place donnée à cette compétition entre villes dans les médias et en particulier dans les presses locales, mais aussi dans les retombées attendues par les villes candidates.

(2) Rappelons par exemple que les industries culturelles figurent parmi les premiers postes d'exportation des États-Unis.

se pose perpétuellement sur la définition de la culture et des contenus des biens *dits* culturels ⁽³⁾. Cette probable surévaluation du rôle de la culture pour le territoire (ce que d'aucuns qualifient d'instrumentalisation) et en définitive la grande difficulté à mesurer les effets directs pour le territoire de l'activité culturelle, ne doivent pas atténuer la complicité réelle entre d'une part les initiatives et actions culturelles et d'autre part les dynamiques urbaines et territoriales. Divers travaux ont participé dans la recherche en géographie et aménagement à explorer ces dernières années cette relation. Outre les travaux s'inscrivant dans la lignée de la géographie culturelle et géographie sociale ⁽⁴⁾, un certain nombre de recherches ont mis l'accent sur la culture comme facteur et révélateur de recompositions territoriales : qu'il s'agisse de la concurrence métropolitaine, du renouvellement des rapports entre centres et périphéries au sein des agglomérations, de la reconversion des villes industrielles ou encore de la valorisation du patrimoine et des identités locales ⁽⁵⁾.

Ce numéro de *Sud-Ouest Européen* souhaite participer à l'analyse des liens entre cultures et territoires avec deux

(3) La définition de la culture n'est pas stable et stabilisée, ni en tant que pratiques, ni en tant qu'objet de politiques publiques, comme en témoigne l'évolution de ce qui a retenu l'attention du ministère de la Culture, notamment de Malraux à Lang. Plus complexe encore devient le débat sur la culture comme contenu industriel et médiatique (Stiegler et *Ars Industrialis*, 2006).

(4) Voir la grande variété des sujets revendiqués sous le titre « Géographies culturelles » du numéro spécial de *Sud-Ouest européen*, n° 8, 2000, et les interrogations sur ces approches dans le numéro *Les Annales de la géographie*, n° 660-661 (2/2008), « Où en est la géographie culturelle ? ». Parmi les auteurs notamment à citer : Claval, Staszak, Grésillon, Di Méo.

(5) Nous ne citerons pas ici tous les travaux sur ces questions, mais entre autres : Augustin et Lefebvre, Gravari-Barbas, Sibertin-Blanc, Luchini, Raibaud, Favory.

spécificités. D'une part, l'analyse privilégie volontairement l'approche par les politiques publiques et cette articulation entre stratégie de développement territorial et action culturelle. D'autre part, les terrains se situent dans le Sud-Ouest européen, ce qui donne l'occasion relativement rare de sortir d'une approche strictement française, et ce par le sud ; si les comparaisons avec les pays anglo-saxons sont fréquentes, c'est en effet plus rarement le cas avec les expériences espagnoles et portugaises.

D'une politique nationale à des logiques territoriales

Parmi les politiques publiques françaises, deux se retrouvent difficilement telles quelles ailleurs : la politique culturelle et la politique d'aménagement du territoire. Elles sont apparues de façon structurée dans les années cinquante et soixante, avec comme objectif commun l'unité républicaine et la construction nationale. Évaluant progressivement, ces deux secteurs sont concernés au premier chef par la territorialisation de l'action publique, inscrite dans une double dynamique : la décentralisation, avec des responsabilités et surtout des budgets croissants assurés par les collectivités locales d'une part, et l'appropriation et l'adaptation des dispositifs nationaux aux caractéristiques locales – généralement facilitées par la déconcentration des services de l'État. Tout comme il s'agit désormais moins d'aménager *le* territoire (national) que *les* territoires (d'où la compétitivité...), la culture fait place *aux* cultures, plurielles, empreintes de localismes parfois, mais surtout développées selon le goût des uns, la sensibilité des autres, les priorités des responsables locaux. Tout en défendant une vision de l'unité culturelle comme en témoigne la défiance vis-à-vis des langues régionales, l'État français se retire plus ou moins brutalement de ses engagements, et son recul est loin d'être singulier – en témoigne par exemple le mouvement récent des artistes à Montréal en septembre 2008 contre « l'abolition des subventions à la culture » décidée par le gouvernement conservateur canadien ⁽⁶⁾. Si, à l'échelle nationale,

(6) « *La plupart du temps la subversion vient de la culture et des artistes. Comme c'est un gouvernement qui, au départ, se méfie de la culture, je pense (...) qu'il a eu la naïveté de penser qu'il allait empêcher des artistes de s'exprimer* », a déclaré à l'AFP l'écrivain et dramaturge québécois Michel Tremblay. Alors même qu'un peu plus loin, on peut constater : *Une étude publiée cette semaine par le Conference Board, un organisme de recherche patronal, évaluée à quelque 85 milliards de dollars, soit 7,4 % du PIB, les retombées économiques du secteur culturel et artistique. In Manifestation à Montréal contre l'abolition des subventions à la culture, 28 août 2008.* Cette double entrée est au cœur de la problématique culturelle : le fond (qui renvoie à la question sociale) et l'aspect économique.

les gouvernements se sont mis en retrait par rapport au financement de la culture, celui-ci passe dorénavant majoritairement par d'autres biais, à l'échelle locale : c'est ce que montrent l'ensemble des contributions de ce numéro. La culture s'inscrit de plus en plus dans des politiques territoriales et transversales, comme l'illustrent les contributions sur la coopération transfrontalière dans l'Euro-région Pyrénées-Méditerranée (Perrin), sur la politique de la ville dans les quartiers de l'agglomération bordelaise (Augustin et Arpaillange), sur les politiques de communication dans le cas montpelliérain (Chevalier), sur les politiques d'aménagement urbain à Lisbonne (Carranca). L'action culturelle locale intègre par ailleurs entièrement l'approche territoriale, à l'instar des projets culturels de territoire en Midi-Pyrénées (Sibertin-Blanc), des initiatives de musiques amplifiées dans la banlieue toulousaine (Balti), ou encore dans les politiques de loisirs et de jeunesse de l'aire métropolitaine de Barcelone (Nofre).

Plus généralement, l'approche privilégiée ici par le territoire, en tant qu'espace construit socialement et politiquement, avec des spécificités articulant histoire du lieu, particularités sociales, enjeux et priorités politiques, pose avec une évidente acuité l'alchimie « située » dont découlent les dynamiques culturelles. Ainsi, l'exemple des fêtes institutionnalisées dans la politique de la ville bordelaise révèle une variation dans la capacité des populations et des acteurs locaux à résister à l'homogénéisation, à la labellisation et donc à la standardisation quelque peu contradictoire avec l'effervescence attendue des pratiques et créations artistiques. Ceci passe par l'inventivité sociale, propre à chaque territoire.

Cette territorialisation se matérialise en jeux d'acteurs complexes, les niveaux d'intervention étant multipliés (du territoire local, régional, mais aussi national et européen), tout comme les types d'acteurs. La vie culturelle publique découle ainsi d'une co-construction des acteurs publics et privés dont les termes de coopération – ou de concurrence, de dépendance – varient selon les situations extrêmement diverses. Plusieurs articles donnent à voir des relations distinctes entre politiques locales, enjeux culturels et acteurs privés : alors que le secteur marchand est envisagé à Lisbonne dans la perspective de renforcer et de légitimer le secteur culturel (Carranca), il est présent dans l'offre de loisirs et tout à fait intégré dans les stratégies culturelles des politiques locales à Barcelone (Nofre) ; dans le cas de Toulouse, enfin, les initiatives associatives et marchandes demeurent essentielles pour la diffusion musicale, dans une agglomération où les politiques sont restées mesurées dans ce domaine, voire longtemps frileuses (Balti) : elles apparaissent comme des palliatifs et/ou des alternatives fécondes. Si la recherche sur l'action territoriale a bien montré la contextualisation des jeux d'acteurs (Bachelet, Menerault,

Paris, 2006), la focale mise sur le secteur culturel précise l'importance des individus en présence. L'idée d'une juste adéquation entre les priorités et les intérêts de plusieurs acteurs pour qu'émerge un projet semble d'autant plus caractéristique pour la culture que celle-ci est affaire d'éducation individuelle, de goûts artistiques, de parcours et de rencontres initiatives – quitte à ce que ces goûts et expériences soient dissonants par rapport au profil social de chacun (Lahire, 2004). Ce rapport au sensible qui contribue à orchestrer les jeux d'acteurs de la culture est spécifique et explique des coopérations, des initiatives, ou des échecs tout à fait singuliers et indépendants des dispositifs de l'action locale. L'article de J. Nofre, dans une approche marxiste assumée, rappelle l'aspect idéologique de certaines offres culturelles qui, dans certaines configurations territoriales, peuvent se révéler très conflictuelles.

Les actions culturelles, révélatrices et facteurs de recompositions territoriales

Les articles proposés ici sont représentatifs, sans être exhaustifs, de l'articulation entre action culturelle et recompositions territoriales. Qu'il s'agisse de recompositions propres à l'action publique territoriale, à l'image des nouvelles coopérations au sein des territoires de projets – les Pays – ou des intercommunalités ; qu'il s'agisse des recompositions identitaires – plus ou moins construites ou pré-existantes, comme l'Eurorégion ; ou encore qu'il s'agisse de structuration et de hiérarchie urbaines, à l'échelle d'une agglomération avec un brouillage dans les relations centre-périphéries (Toulouse, Barcelone) ou à l'échelle internationale comme l'illustre la recherche de la part de Lisbonne d'une place européenne par la culture. Cette question des échelles est particulièrement bien révélée dans l'articulation compliquée entre quartiers, ville et agglomération de Montpellier, et dans le cas de la capitale portugaise qui présente un paradoxe certain : alors que le déséquilibre entre Lisbonne et le reste du pays pourrait engendrer une volonté d'équilibrer le développement culturel à l'échelle nationale, l'approche par la compétitivité internationale et le besoin de cohésion multiculturel au sein de la capitale nécessitent le renforcement des fonctions culturelles de l'aire métropolitaine lisboète.

La mobilisation de la culture à la fois dans les discours, dans les représentations locales, mais aussi dans les instruments de planification urbaine et les grands textes internationaux, met en jeu des logiques et des échelles extrêmement disparates, à l'image des analyses présentées : quel leadership métropolitain à Montpellier ? Quelle cohésion territoriale et quelle intégration des quartiers

populaires dans l'agglomération bordelaise ? Quelle existence comme capitale européenne pour Lisbonne dans un pays polarisé et périphérique ? Quelle unité identitaire ou plutôt quelle place pour la diversité sociale et culturelle (et linguistique) à Barcelone ? Quelles répercussions culturelles de la régénération de quartiers, résultant notamment de projets culturels ? Quelle réalité territoriale – et culturelle – pour les protagonistes et destinataires potentiels des programmes de l'Eurorégion ? Quelle capacité dans les initiatives culturelles à faire émerger de nouvelles échelles de projet ?

Ces objectifs et priorités s'inscrivent dans des instruments et des dispositifs parfois propres à la culture, et le plus souvent relatifs à des problématiques territoriales – donc transversales : politique de la ville, politiques régionales de l'Union européenne, politique urbaine des villes, etc. Les modalités d'intervention diversifiées qui ont certes bénéficié au développement culturel ne doivent néanmoins pas faire oublier que l'essentiel EST le contenu. C'est ce que rappelle avec force l'article de J. Nofre sur Barcelone, indiquant parfaitement la problématique actuelle : à être trop globalisée, l'instrumentalisation de la culture risquerait d'imposer un modèle unique, allant vers un langage international (il faut séduire et plaire...) ; à être trop localisée, cette instrumentalisation pourrait ne servir que des logiques partisans restreintes (les conservateurs catalans par exemple) et excluantes. Dans tous les cas, le risque est de vouloir faire jouer aux professionnels culturels ou artistes des rôles pour lesquels ils ne sont pas faits : travailleurs sociaux, agents de développement territorial, chargés de communication, acteurs touristiques. La question du contenu se pose également en ce que les discours sur la culture, relativement vulgarisés, tendent à faire oublier une part essentielle de la légitimité même des politiques culturelles, à savoir les pratiques culturelles et l'éducation de façon plus générale. La culture devenue axe de politique territoriale (de développement, de marketing, d'identité, d'institution) ne conduirait-elle pas à l'abandon d'un objectif largement déçu⁽⁷⁾ mais toujours d'actualité : la démocratisation culturelle, dans le sens d'une éducation *pour tous* visant un accès *de tous* à la création et aux pratiques artistiques ?

Mariette SIBERTIN-BLANC

Maître de conférences en aménagement-urbanisme,
Université de Toulouse-Le Mirail, UMR CNRS LISST-CIEU

(7) Nous faisons ici référence à l'ambition affirmée lors de la création du ministère des Affaires culturelles par A. Malraux de la démocratisation culturelle, qui au regard de l'évolution des pratiques culturelles des Français peut être considérée comme un relatif échec (Donnat, 1998).



Fête citoyenne à l'occasion de la pose de la première pierre des travaux du nouveau lieu culturel JOB (juin 2009, Toulouse)

Un exemple de démocratie participative culturelle : ancienne usine de fabrication et production de papier à cigarette, JOB sera un lieu culturel dont le projet et le contenu ont été codéfinis par les associations du quartier des Sept-Deniers et les élus des collectivités locales.

Cliché : Mariette Sibertin-Blanc

Références bibliographiques

- ANNALES DE LA GEOGRAPHIE, n° 660-661 (2/2008), « Où en est la géographie culturelle ? »
- AUGUSTIN J.-P., LEFEBVRE A. (dir.), *Perspectives territoriales pour la culture*, Bordeaux, Éditions MSHA, 2004.
- BACHELET F., MENERAULT P., PARIS D. (dir.), *Action publique et projet métropolitain*, L'Harmattan, 2006.
- DAVIET S., LERICHE F., SIBERTIN-BLANC M., ZULIANI J.-M. (dir.), *L'économie culturelle et ses territoires*, Toulouse, PUM, 2008.
- DONNAT O., *Les pratiques culturelles des Français. Enquête 1997*, DEP, Paris, La Documentation française, 1998.
- FAURE A., DOUILLET A.-C. (dir.), *L'action publique et la question territoriale*, Presses Universitaires de Grenoble, 2005.
- LAHIRE B., *La culture des individus, dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004.
- GRAVARI-BARBAS M., VIOLIER P. (dir.), *Lieux de culture/culture des lieux : Production(s) culturelle(s) et émergence des lieux : dynamiques, acteurs, enjeux*, Rennes, PUR, 2003.
- LANDEL P.-A., TEILLET P., *La place de la culture dans la recomposition des territoires : le cas des pays issus de la loi Voynet*, Observatoire des politiques culturelles, 2003.
- FAVORY Michel, « La Gironde spectaculaire : équipements culturels et espaces publics », in AUGUSTIN J.-P. et LATOUCHE D. (dir.), *Lieux culturels et contextes de ville*, MSHA, Bordeaux, 1998.
- LUCCHINI F., *La culture au service des villes*, Paris, Anthropos, 2002.
- RAIBAUD, *Territoires musicaux en région : L'émergence des musiques amplifiées en Aquitaine*, Éditions MSHA, 2005.
- SAEZ J.-P. (dir.), *Culture et société, un lien à recomposer*, Éditions de l'attribut, 2008.
- SIBERTIN-BLANC M., « La culture dans l'action publique des petites villes. Un révélateur des politiques urbaines et recompositions territoriales », in *Géocarrefour*, Vol. 83, 1-2008, p. 5-13, 2008.
- STIEGLER B. et ARS INDUSTRIALIS, *Réenchâter le monde, La valeur esprit contre le populisme industriel*, Flammarion, 2006.